



144 boulevard de la Villette 75019 Paris
01 58 39 30 17/ 01 43 67 62 14
Paris, le 2 décembre 2009

Fonctions publiques et Assimilés

Remboursement trajet domicile-lieu de travail... ...un décret en Conseil d'Etat qui ne règle rien !

Le projet de décret en Conseil d'Etat instituant une prise en charge, partielle, des frais de transport engagés par les agents, des trois versants de la Fonction publique, pour se rendre de leur domicile à leur lieu de travail, a fait l'objet d'une unique « discussion », avec les représentants nationaux des organisations syndicales, le 1^{er} décembre 2009.

Pour l'administration, ce décret qui ne sera très certainement applicable que vers février 2010, a pour but de mieux prendre en compte les trajets de longues durées effectués par tous les fonctionnaires.

Ainsi, tous les abonnements (mais attendez de lire la suite), qu'ils soient effectués en train (ou transports RIF) ou autre location de vélo, entrent dans le champ du texte.

Désormais, tous les agents publics, qu'ils exercent en province ou en région parisienne et empruntant les transports en commun, seront remboursés :

- à hauteur de : 50 % des frais engagés pour se rendre de leur domicile à leur lieu de travail,
- dans la limite de : 76 euros par mois, correspondant au cumul des cartes intégrales annuelles (ou pass navigo annuel) des zones 1 à 6 (1251,10 €) et 1 à 2 (574,60€) du STIF (syndicat des transports en Ile de France).

Toujours pour l'administration, ce nouveau mode de remboursement aura le mérite de permettre la prise en charge des frais engagés pour les abonnements de TER dans un rayon de 100 kilomètres !

Pour Solidaires, c'est vite oublier :

- les agents qui, à défaut de transport en commun, utilisent au quotidien leur véhicule personnel ;
- les agents dont les horaires de travail ne sont pas compatibles avec ceux des transports en commun ;
- les agents qui sont soumis à des «astreintes», de nuit notamment ;
- les agents qui sont dans l'obligation d'utiliser leur véhicule personnel pour se rendre à une gare ou station de transports en commun et de régler, en plus, des frais de parking ;
- les agents qui ne peuvent pratiquer le covoiturage ;
- les agents qui utilisent, journalièrement, les transports en commun pour effectuer des trajets en TGV (par exemple) de plus de 100 kilomètres et qui empruntent ensuite les transports en commun de leur région ou qui effectuent des locations de vélos.

Pour Solidaires, la liste des oubliés est longue... trop longue, et une véritable négociation politique sur ce sujet doit rapidement être engagée.

Pour les représentants de l'administration, il est hors de question de transposer à la fonction publique l'attribution de chèque essence, ce qui ne correspondrait pas à l'esprit du Grenelle de l'environnement. Ils se sont, cependant, engagés à faire remonter au cabinet du ministre de la Fonction publique les problèmes des agents travaillant : sous la contrainte d'horaires atypiques, en zones rurales, à temps incomplets inférieurs à 50 %, ainsi que la situation des agents empruntant à la fois les transports en commun et les locations de vélos.

Pour les autres points noirs, faisons confiance à notre ministre pour que des discussions s'engagent rapidement !!!